

DÉPÉNALISATION DE L'ACTE DE GESTION EN SOUFFRANCE

La mainmise totale et sans partage du pouvoir sur les entreprises publiques

La décision très attendue de dépenaliser l'acte de gestion a été annoncée en Conseil des ministres le 3 février 2011 (voir «Le Soir Corruption» du 7 février 2011), le gouvernement ayant été chargé de piloter ce dossier. Pour le chef de l'Etat, cette dépenalisation devrait servir à «rassurer davantage les cadres gestionnaires sans que cela puisse signifier l'impunité», mais sans plus de détails sur ce projet, alors que d'habitude, le Conseil des ministres est plutôt locace sur d'autres décisions, avant-projets de loi ou modifications de lois existantes. A croire que cette «dépenalisation» avait surtout pour objectif inavoué de ne pas... modifier grand-chose.

Pour rappel, concernant cette question, la pénalisation consiste à soumettre une personne physique ou morale au droit pénal. La dépenalisation signifie que cette personne peut bénéficier d'une soustraction légale à la répression pénale. La dépenalisation est une désescalade d'incrimination assortie d'un transfert de compétence vers un autre système de sanction spécifique. La dépenalisation de l'acte de gestion est visiblement une attente forte des dirigeants des entreprises et des banques publiques. Le caractère déstabilisant pour l'entreprise ou la banque, et leurs dirigeants, de la

procédure pénale, son impact médiatique à la fois trop fort lors des poursuites judiciaires et trop faible lors des décisions de non-lieu ont été stigmatisés.

Mais comment concilier et trouver le juste équilibre entre la dépenalisation et le maintien du noyau dur du droit pénal lié à l'acte de gestion, celui qui sanctionne la fraude, la corruption et autres détournements ? Dans le cadre de cette dépenalisation selon le bon vouloir du gouvernement, le dossier législatif devait comprendre au moins 3 lois ou ordonnances à modifier — l'ordonnance relative à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation de change et

des mouvements de capitaux à partir et vers l'étranger ; la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption ; et le Code pénal, et un texte réglementaire (décret présidentiel du 7 octobre 2010 portant code des marchés publics) à amender. Mais depuis la réunion du Conseil des ministres du 3 février 2010, du côté du gouvernement et de ses officines, de l'eau a coulé sous les ponts : dépenaliser l'acte de gestion pour un pouvoir autocrate, c'est prendre le risque de ne plus avoir une entière mainmise sur les entreprises publiques, et ça il n'en est pas question.

Pour M^e Miloud Brahimi, «on a tout fait pour ne pas dépenaliser»

Le texte en préparation pour la dépenalisation de l'acte de gestion est contraire à l'engagement du président de la République, a estimé M^e Miloud Brahimi, le 31 mai dernier, sur les ondes de la radio Chaîne III.

«Ce je que sais aujourd'hui du projet qui va être présenté aux députés, c'est tout sauf une dépenalisation. Aucun des textes qui régissent cette matière n'a été abrogé dans ce projet», a-t-il affirmé. «Non seulement on ne voulait pas dépenaliser (l'acte de gestion), on a tout fait pour ne pas (le) dépenaliser mais aussi pour vider l'engagement du président de la République de toute sa substance», a ajouté M^e Brahimi. Ce dernier a rappelé avoir été invité à participer aux travaux qui devaient concrétiser l'engagement solennel et public du président de la République. «Mais je

me suis vite retiré de quelque chose qui me paraissait totalement surréaliste», a-t-il dit, considérant que «le remède est pire que le mal».

Dans le même contexte, il a indiqué que la pénalisation de l'acte de gestion n'était appliquée nulle part, même dans les pays qui l'ont adoptée. «Elle n'existe dans aucun pays moderne, et on ne peut pas entrer dans la modernité avec des textes comme ceux-là», a-t-il dit.

L'invité de la Chaîne III considère qu'il est «lamentable» que le pays s'en tienne à des lois obsolètes, alors que ceux qui ont pris le chemin de la modernité s'en sont totalement débarrassés. «On ne peut aspirer à la modernité avec des textes comme ceux-là. Par exemple, la loi du 12 janvier 1988 avait, pour la première fois, découplé les entreprises publiques économiques du code des marchés publics, c'était une révolution.» Et de citer le décret présidentiel du 7 octobre 2010 relatif au code des marchés publics : pour M^e Miloud Brahimi, «on y trouve quelque chose de totalement schizophrénique dans son article 2, alinéa 2, les entreprises publiques économiques sont tenues d'adopter le code des marchés publics. Ce qui veut dire qu'on est revenu sur la loi du 12 janvier 1988. C'est un retard d'une vingtaine d'années».

«Une protection pour les gestionnaires», selon le ministre de l'Industrie

Du côté du gouvernement, face aux dénonciations de M^e Miloud Brahimi, c'est plutôt le

silence, comme d'habitude, hormis l'intervention du ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, M. Mohamed Benmeradi, jeudi 2 juin 2011, devant la commission des affaires juridiques et administratives et des libertés publiques de l'APN sur le projet de loi amendement et complétant l'ordonnance n° 66-156 (de juin 1966) portant code pénal dans son volet relatif à la dépenalisation de l'acte de gestion pour les entreprises publiques économiques et les sociétés à capital mixte. Pour lui, «le conditionnement de la mise en mouvement de l'action publique par le dépôt d'une plainte par les organismes concernés est une protection pour les gestionnaires».

Et le ministre de préciser qu'«il n'y pas de différence entre les entreprises publiques économiques et les sociétés privées par rapport à l'acte de dépenalisation», car les premières exercent une activité commerciale qui obéit aux règles du code commercial.

Ce qui permet, a-t-il ajouté, aux gestionnaires d'exercer leurs activités commerciales en toute liberté et avec l'efficacité exigée par les règles de la libre concurrence.

Pour sa part, la commission de l'APN a souligné la nécessité de définir le concept de gestion dans le texte pénal proposé en vue d'assurer la protection des deniers publics d'une part et les gestionnaires d'autre part. La dépenalisation de l'acte de gestion n'est plus à l'ordre du jour.

Djilali Hadjadj

LE PACTE CIVIL DU 10 JUIN AU MEXIQUE

«Montrons que nous sommes debout !»

Au Mexique, la guerre contre les cartels de la drogue engendre une violence de tous les instants. La société civile, prise entre les trafiquants et les militaires, n'en peut plus. Un mouvement citoyen, emmené par le poète Javier Sicilia, pose de nouvelles exigences. Javier Sicilia, dont le fils a été assassiné le 28 mars, est devenu sans le vouloir le porte-parole de la société civile. Son discours du 8 mai, devant des milliers de manifestants, restera une grande leçon de démocratie. La population est victime à la fois des violences des trafiquants et de la répression des forces de l'ordre. Les «dommages collatéraux» sont légion. Vendredi prochain, le 10 juin, les associations civiles signeront le «Pacte pour un Mexique en paix». Par la suite, des commissions civiles seront chargées d'évaluer l'action des autorités sur les différentes exigences du pacte. Extraits.

1. «Nous exigeons la vérité et la justice». Les autorités ont notamment trois mois pour éclaircir des crimes emblématiques concernant 83 personnes, hommes, femmes et enfants. Et les signataires demandent aux citoyens d'afficher sur les places publiques les noms de chacune des victimes de la violence «contre l'oubli».

2. «Nous exigeons la fin de la stratégie de guerre». Les Parlements régionaux ont deux mois pour approuver une réforme constitutionnelle sur les droits de l'homme. Les signataires demandent le retrait de la loi de sécurité nationale, actuellement en discussion au Congrès et donnant des pouvoirs supplémentaires à l'armée.

3. «Nous exigeons la lutte contre la corruption et l'impunité». Notamment une réforme de la justice et du système pénal. Le congrès a six mois pour, entre autres, éliminer l'immunité dont bénéficient les députés et les fonctionnaires.

4. «Nous exigeons de combattre les racines économiques et les bénéfices du crime». Réaliser une lutte effective contre le blanchiment. Rendre publics les cas les plus notoires de blanchiment et d'enrichissement illicite.

5. «Nous exigeons une action d'urgence envers la jeunesse». Etablir dans les prochains trois mois un programme d'investissement dans l'éducation et la culture.

6. «Nous exigeons une démocratie participative». Et notamment l'approbation dans un délai de deux mois du projet de loi de réforme politique constitutionnelle actuellement bloqué au Sénat.

LSC

LE G20 INVITE L'ALGÉRIE POUR LE SOMMET DE NOVEMBRE PROCHAIN

5 priorités sur le terrain de la lutte internationale contre la corruption

Le sommet 2011 du G20 aura lieu en France en novembre prochain. L'Algérie y a été officiellement invitée. Selon nombre d'experts, la lutte internationale contre la corruption qui figurera à l'ordre du jour de cette rencontre, repose sur 5 priorités.

1) Ratification par tous les pays du G20 de la Convention des Nations unies contre la corruption et mise en place d'un processus effectif de suivi de la mise en œuvre des engagements souscrits par les pays signataires. Quatre pays du G20 (Allemagne, Arabie Saoudite, Inde, Japon) manquent encore à l'appel et un mécanisme de suivi et d'évaluation par les pairs, comparable à celui mis en place pour la Convention OCDE, doit rapidement être adopté et étendu à l'ensemble des pays signataires. Les lecteurs noteront que deux de ces pays — l'Allemagne et le Japon — font partie des principaux fournisseurs et clients de l'Algérie.

2) Les changements politiques intervenus récemment en Tunisie, en Egypte, en Côte d'Ivoire et en Libye montrent la nécessité pour la communauté internationale de se doter d'un mécanisme efficace de gel, de séquestration et de restitution des avoirs illicites constitués à l'étranger par des dirigeants cor-

rompus. Le G20 pourrait contribuer à mettre en place des procédures d'assistance mutuelle en la matière, comme la Suisse l'a fait avec l'adoption récente d'une nouvelle législation dite «loi Duvalier», du nom de l'ancien dictateur d'Haïti.

3) Mise en place de nouveaux moyens d'action pour combattre le blanchiment et la fraude fiscale internationale. Nombre d'ONG proposent d'instituer dans chaque pays un registre national des trusts, fondations, sur le modèle du registre du commerce pour les sociétés ainsi qu'un registre des comptes bancaires. Ces deux outils permettraient d'améliorer considérablement l'échange d'informations entre autorités judiciaires, réglementaires et fiscales et de réduire les «trous noirs» de la finance illicite.

4) Rapport pays par pays pour les entreprises multinationales afin d'améliorer la transparence des comptes, en commençant par les industries extractives et les entreprises des secteurs bancaire et financier.

5) Participation de la société civile, en particulier des associations et des ONG, au processus G20 (groupes d'experts, réunions préparatoires, etc.).

D. H.